

**Discours de Margareta Wahlström, Représentante Spéciale du Secrétaire Général
des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes.
Paris, France, 23 février 2010**

A l'occasion du Centième anniversaire de la grande crue de 1910

Monsieur le Président du Sénat, Madame la Sénatrice, messieurs les Sénateurs, Mesdames et Messieurs... C'est un grand honneur pour moi, d'être ici aujourd'hui avec vous, à Paris, pour commémorer le Centième anniversaire des inondations de 1910.

Je remercie en particulier l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles de m'avoir invitée à l'inauguration de cette formidable exposition et de me faire partager l'excellent travail d'éducation et d'information qu'elle entreprend pour la réduction des risques majeurs en France.

Nous sommes tous concernés par la prévention des catastrophes. Le monde interactif dans lequel nous vivons nous amène de plus en plus à être informés et affectés par des catastrophes, proches ou lointaines. Ce qui s'est passé à Haïti récemment en est le dernier exemple. En un instant, toute l'attention du monde s'est tournée vers Haïti et le terrible tremblement de terre qui a secoué Port-au-Prince et ses alentours. Nous avons partagé en direct la douleur et la souffrance du peuple haïtien et toute la communauté internationale s'est immédiatement mobilisée pour aider le gouvernement haïtien à se reconstruire et à devenir une nation plus résiliente.

Les catastrophes, petites ou importantes, sont aujourd'hui une préoccupation majeure pour tous les gouvernements, y compris pour les pays européens, pourtant plus riches et mieux préparés qu'Haïti. Leur coût économique et social ne cesse d'augmenter.

Rappelons seulement ce qui s'est passé en 1910 à Paris. Paris était à cette époque considérée comme une des plus grandes villes du monde, bénéficiant d'une architecture et d'avancées technologiques modernes, avec des lignes de tramways et de métro. Il aura fallu huit jours de froid et de précipitations anormalement abondantes pour que la Seine déborde, et que les quais et les rues principales de Paris soient complètement inondés, paralysant la ville et la vie de milliers de parisiens.

Cent ans plus tard, des scènes similaires nous venant d'Istanbul, de Jakarta, de Manille, de Dakar, de la Nouvelle Orléans ou de Madère nous sont retransmises en direct par les télévisions et les médias du monde entier. Il est désormais clair que si notre monde est de plus en plus sophistiqué de part l'utilisation de ses nouvelles technologies, celles-ci sont souvent vulnérables. Et dans les grandes villes en particulier, dont les populations ne cessent de croître, les biens et les personnes sont de plus en plus exposés aux risques de catastrophes. Et c'est la responsabilité des autorités et des citoyens de compenser cette exposition croissante par une réduction importante et rapide de leur vulnérabilité.

La grande crue de 1910 tout comme le tremblement de terre d'Haïti nous rappellent combien le monde du 21 siècle peut être vulnérable aux catastrophes et combien nos villes peuvent être menacées par ces phénomènes naturels si nous n'y sommes pas bien préparés.

Jean Jaurès écrivait justement au moment des inondations de Paris: « Une société dont les citoyens sont à la merci des éléments naturels est comme une maison sans toit. ». Il ajoutait aussi : « Il y a une leçon à tirer après chaque catastrophe. ». Il ne pouvait être plus juste. Quelles leçons devons nous tirer des catastrophes passées pour être sur de ne pas oublier ? Que devons nous faire pour que ces leçons fassent partie de notre vie de tous les jours ?

Les inondations de 1910 ont sans doute été la plus grande calamité du XXème siècle à Paris. Les photos et les documents de l'époque en témoignent et montrent de façon édifiante la menace que les inondations ont représentée pour la ville et ses habitants.

La France a depuis tiré les leçons de cette catastrophe et est devenue l'un des pays les mieux préparés contre les risques d'inondation. Le Japon est un autre pays qui a aussi appris de ses catastrophes

passées. Il en garde aujourd'hui la mémoire vivante. Kobe est un exemple. La ville a maintenant un musée pour se rappeler ce qui s'est passé lors du séisme de 1995. Comme la France, le Japon partage son expertise et son savoir avec un grand nombre de pays afin de réduire leurs risques majeurs et accroître leurs capacités de réponse.

Les catastrophes liées aux phénomènes hydrométéorologiques – comme les inondations, la sécheresse et les éboulements de terrain – sont responsables de la plus grande partie des pertes humaines et économiques. En fait, sur les deux milliards de personnes affectées ces dix dernières années par les catastrophes, 44 pour cent ont été affectées par des inondations, et 30 pour cent par des sécheresses. Les pays les plus pauvres ont été parmi les plus touchés, la pauvreté étant un facteur de risque aggravant, comme l'a si bien montré le bilan mondial 2009 "Risques et pauvreté dans un climat en évolution" que j'ai eu le plaisir de présenter à l'UNESCO à Paris.

Prise de conscience, préparation et action. Tous ces mots prennent encore plus de sens dans le contexte de la nouvelle campagne de réduction des risques urbains, que la Stratégie Internationale pour la Prévention des Catastrophes, que je représente, s'appête à lancer dans quelques mois, et à laquelle j'espère la ville de Paris et bien d'autres villes de France s'associeront.

Les responsables des villes et leurs citoyens sont ceux qui bâtissent les villes résilientes de demain. Il est important que la réduction du risque urbain soit une priorité dans l'aménagement et la gestion des villes.

La nouvelle campagne de sensibilisation aux risques urbains de la SIPC, qui s'appuie sur les précédentes campagnes pour la protection des hôpitaux et des écoles face aux catastrophes, invite les maires et les gouvernements locaux à souscrire à dix actions essentielles qui permettront de réduire les risques urbains et aideront les responsables civiques à mieux gérer les risques de catastrophes qui menacent leurs villes.

En 2005, 168 gouvernements se sont réunis au Japon et ont adopté le Cadre d'action de Hyogo pour bâtir des nations et des communautés résilientes et diminuer le coût économique des catastrophes d'ici 2015. Ce Cadre d'action est un texte clé et un instrument indispensable pour réduire les risques de catastrophes.

Il y a aujourd'hui un consensus général pour reconnaître que la réduction du risque est un bon investissement produisant de réels bénéfices à court, moyen et long terme. La réduction du risque ne minimise pas seulement les pertes humaines ou économiques, elle nous permet de mieux nous adapter aux changements climatiques et d'assurer la protection de nos villes, nos régions, nos Etats et de nos nations contre les catastrophes. Le Secrétaire Général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, a parlé dans une de ses allocutions récentes de « triple gain » dans la mise en place des politiques de réduction de catastrophe.

Nous sommes face à un vrai défi, qui s'impose à chaque responsable politique et chaque dirigeant, celui de prendre les décisions qui auront un véritable impact positif pour assurer la protection des villes. Ces décisions ont souvent un coût à court terme et peuvent apparaître moins attrayantes pour certains, à plus long terme. Pour cette raison et pour bien d'autres, l'éducation et l'information aux risques restent des instruments essentiels pour réduire les risques majeurs. Les campagnes sur les risques, sur la mémoire des catastrophes passées sont de formidables outils pour engager les communautés et les citoyens dans la réduction des risques de catastrophes.

Notre message d'aujourd'hui ne peut être plus clair. Nous devons investir dans la réduction des risques de catastrophes pour vivre des lendemains plus sûrs. Nous devons réduire les risques de façon globale pour la protection de tous et partout dans le monde.

Je vous remercie de votre attention.